

Index AI : PRE01/091/2011
28 February 2011

Inde. Le projet d'aciérie en Orissa menace les droits humains

Quelque 2 000 paysans indiens pourraient perdre leurs moyens de subsistance le mois prochain si un projet de complexe sidérurgique de 8,5 milliards d'euro porté par le géant de l'acier sud-coréen Posco est mené à terme, a averti Amnesty International lundi 28 février.

Les autorités indiennes ont accordé à Posco l'autorisation conditionnelle d'implanter une usine sidérurgique et une installation portuaire sur environ 4 000 hectares de terrain dans le district côtier de Jagatsinghpur, dans l'État d'Orissa, dans l'est de l'Inde.

La région englobe des terres dont les paysans locaux dépendent pour vivre et sur lesquelles ils pourraient avoir des droits au titre des lois indiennes.

Les revendications des paysans sur ces terres n'ont pas fait l'objet d'une résolution satisfaisante, bien que les investigations officielles aient soulevé de vives préoccupations quant à l'incapacité de l'État d'Orissa à protéger les droits fonciers dans le cadre du projet sidérurgique.

La police de l'État pourrait saisir les terres au mois de mars si le droit des paysans à les exploiter n'est pas entériné.

« Les répercussions sur les habitants pourraient se révéler dévastatrices, a indiqué Ramesh Gopalakrishnan, chercheur sur l'Inde à Amnesty International. Quelque 2 000 personnes pourraient perdre l'accès à leurs terres coutumières et se retrouver sans ressources si les autorités n'agissent pas. »

Le projet de Posco représenterait le plus important investissement direct étranger de l'histoire de l'Inde.

Des enquêtes ont été menées par deux panels d'experts mis sur pied par le ministère indien de l'Environnement et des Forêts en juillet et septembre 2010.

Ils ont conclu que les autorités de l'État d'Orissa n'avaient pas statué sur les revendications des habitants concernant les terres forestières et coutumières.

Ils ont également établi que le projet sidérurgique violait les lois environnementales et les réglementations côtières nationales et n'avait pas correctement évalué les répercussions potentiellement négatives du gigantesque projet sur les moyens de subsistance des communautés locales.

Faisant fi de ces conclusions, il semble que le ministère de l'Environnement et des Forêts ait prévu de donner son aval au projet, si les autorités de l'État d'Orissa confirment qu'aucune communauté locale ne jouit de droits sur les terres au titre de la loi sur les droits forestiers de 2008. Cependant, cela ne garantit pas qu'il sera statué sur les revendications des populations touchées à l'issue d'une procédure équitable et transparente.

« L'Inde a le devoir de protéger les populations locales contre les violations des droits humains, y compris

contre les violations qui découlent des activités des entreprises, a conclu Ramesh Gopalakrishnan.

« Les autorités indiennes et l'entreprise Posco doivent mener une évaluation exhaustive de l'impact de ce projet sur l'environnement et sur les droits humains, en concertation avec les habitants du district de Jagatsinghpur, et veiller à ce que le projet ne soit pas amorcé tant que les droits des habitants ne sont pas protégés. »

Complément d'information

Depuis juin 2005, les populations locales du district de Jagatsinghpur protestent contre leur éventuel déplacement et les menaces potentielles que fait peser le projet de Posco sur leurs moyens de subsistance.

Les manifestants ont érigé des barricades dans le secteur et empêché les représentants de l'État de se rendre dans les villages. En juin 2008, un manifestant, Dula Mandal, a été tué par une bombe lors d'un affrontement opposant les détracteurs aux partisans du projet et, en mai 2010, au moins 20 manifestants ont été blessés par balle lorsque les policiers ont recouru à une force excessive contre eux. Les protestations se sont intensifiées au cours du mois de février 2011.

Plusieurs communautés *adivasis* (aborigènes) et des communautés marginalisées dans les États riches en minerais comme l'Orissa, le Chhattisgarh, le Jharkhand, le Bihar, l'Andhra Pradesh et le Bengale occidental, protestent contre les effets potentiellement négatifs de projets de développement majeurs empiétant sur les terres forestières et les habitats traditionnels desquels elles dépendent pour leur subsistance.

Ce travail s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale d'Amnesty International *Exigeons la dignité*, qui vise à mettre fin aux atteintes aux droits humains qui font sombrer les gens dans la pauvreté et les y maintiennent. Cette campagne mobilise des personnes dans le monde entier pour demander que les gouvernements, les grandes entreprises et les autres détenteurs du pouvoir écoutent la voix de ceux qui vivent dans la pauvreté et reconnaissent leurs droits pour mieux les protéger.

Pour en savoir plus, consultez le site <http://www.amnesty.org/fr/demand-dignity>